

## L'élection québécoise enlignée sur l'Ontario et le Nouveau-Brunswick

### **Une droite plus timorée et une gauche plus musclée mais pro-capital**

Lors des récentes élections dans les deux provinces limitrophes au Québec, Ontario et Nouveau-Brunswick, le centre, gauche et droite, a pris une bonne claque au profit des dit extrêmes. Mais il ne faut pas pousser le cliché trop loin. La droitisation est évidente. Les partis conservateurs traditionnels se campent carrément à droite. La droite extrême en Ontario a pénétré ce parti traditionnel au point d'en conquérir la chefferie en une opération éclair puis le poste de premier ministre du fait de la division du vote à sa gauche dans le cadre du système nominal à un tour. Au Nouveau-Brunswick, le parti anti-francophone a surpris en perçant le mur de la représentation du même système pendant que les Conservateurs obtenaient tout juste le plus grand nombre de sièges ce qui amènera les deux partis tôt ou tard à s'associer pour constituer la majorité d'exactly la moitié plus un. La gauchisation est plus édulcorée. En Ontario, le traditionnel NPD à peine moins social-libéral que d'habitude est devenu l'opposition officielle se substituant aux Libéraux passant du gouvernement à troisième parti sans reconnaissance officielle due à sa petite députation. Au Nouveau-Brunswick, le vote acadien a cependant permis aux Libéraux au gouvernement de tenir le coup un siège derrière les Conservateurs pendant que le petit Parti vert tenant lieu de gauche passait de un à trois sièges.

### **Au Québec, la forte oppression nationale affaiblit la droite et renforce la gauche**

La même tendance générale s'annonce au Québec tamisée par une question nationale plus marquée qu'au Nouveau-Brunswick puisque la nation opprimée forme la majorité sans compter celle autochtone dont les droits territoriaux concernent plus de la moitié du territoire de la province fédérale du Québec. La combinaison de l'exploitation et de l'oppression résulte en une gauche plus affirmée à gauche et d'une droite moins affirmée à droite depuis les déboires de l'ADQ à propos des « accommodements raisonnables » religieux et de la charte des valeurs du PQ. Québec solidaire, progresse dans la marge depuis plus de dix ans en déjouant le système uninominal à un tour par sa concentration du vote dans le centre francophone et contre-culturel de Montréal dense d'organisations populaires et riche de luttes sociales.

Cette fois-ci, le raffermissement de la polarisation sociale et politique pourrait faire franchir à Québec solidaire le seuil fatidique où la progression du vote commence à devenir payante en sièges et peut-être vice-versa pour le PQ qui tient lieu de centre-gauche. Côté droit, le vote anglophone et en partie allophone empêche l'effondrement des Libéraux au gouvernement détestés pour leur super-austérité. La droite affairiste de la CAQ, qui a absorbé l'ADQ ethniciste, a du mal à réconcilier le hochet de la hantise de l'immigration et l'appel des milieux d'affaires pour une force de travail corvéable à merci dans le contexte actuel de pénurie de main d'œuvre due à une prospérité toute néolibérale. La résilience des Libéraux et les tergiversations caquistes laissent voir un gouvernement de droite soit minoritaire soit à peine majoritaire avec à sa gauche les Solidaires et le PQ paniqué, les grands perdants annoncés de cette élection, se disputant la troisième place derrière les Libéraux.

La panique du PQ l'a entraîné à peser sur le bouton rabougri de l'anti-communisme, thématique qui vient remplacer en fin de campagne l'habituel chasse aux sorcières souverainiste que les Libéraux d'antan ne manquaient pas d'utiliser contre le PQ. Le débat n'en braque pas moins le projecteur sur l'horizon et le programme de Québec solidaire au-delà de ses quelques engagements ciblés de nature social-démocrate. Ceux-ci sont peut-être compatibles avec l'actuelle prospérité néolibérale avant que ne revienne en trombe la Grande récession préparée par un endettement mondial record et provoquée

par une guerre commerciale entre les ÉU et la Chine dont le Canada et le Québec feront les frais sous forme d'un ALÉNA jeté aux poubelles ou tronqué en faveur des ÉU.

## **L'abandon des nationalisations pour l'aide à la grande entreprise**

À la question en direct de but en blanc du président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la porte-parole Solidaire et vedette montante de cette campagne électorale a répondu que Québec solidaire était révolutionnaire mais non socialiste, réponse énigmatique s'il en est une. Plus tard, harcelée par les médias surtout ceux anglophones dont elle maîtrise mal la langue, elle rejetait tous les étiquettes tout en refusant de rejeter clairement le vocable marxiste, ce qui fit les choux gras de la droite y compris du chef du PQ qui n'a pas craint de faire allusion au stalinisme sur la base d'informations carrément mensongères.

Derrière la valse des étiquettes, ce qui préoccupe le milieu des affaires et ses médias, c'est la question des nationalisations incorporées au programme au temps de l'adolescence du parti. Sur ce point sensible, la réponse Solidaire au patronat est claire :

*Quant à la volonté de nationaliser plusieurs secteurs, dont les banques, les mines et l'industrie pharmaceutique, Mme Massé a insisté sur la distinction entre les engagements de QS pour un premier mandat de quatre ans et sa vision à long terme. « Si on me dit "nationalisation des banques", je dis non. Dans un premier mandat, il n'est pas question de ça. Lorsque Québec solidaire [aura fait du Québec un pays] certainement qu'on aura une banque québécoise, mais est-ce qu'on va nationaliser toutes les banques ? Non », a-t-elle assuré.<sup>1</sup>*

Les nationalisations, c'est bon pour la seconde étape dont on connaît l'extensibilité jusqu'à l'éternité sous les avertissements, menaces et coups de boutoir du capital lesquels viennent à peine de débiter. Même la nationalisation du cœur névralgique du capitalisme est à exclure du discours du dimanche. Alors, est-ce que Québec solidaire est socialiste ou marxiste ? Poser la question est y répondre. Révolutionnaire malgré tout ? « [Manon Massé] a expliqué que la "révolution" était même "nécessaire" pour obtenir plus d'égalité dans la société, notamment entre les salaires des hauts dirigeants des entreprises et de leurs salariés. »<sup>2</sup> Cette révolution purement redistributive ne toucherait donc en rien la structure capitaliste de l'économie. Voilà un retour à l'éternelle contradiction sociale-démocrate

Pour rassurer définitivement le monde des entreprises, de conclure la porte-parole Solidaire, « "Québec solidaire n'a pas du tout envie de laisser tomber la petite ou moyenne entreprise, pas plus que la grande, [bien qu'on] impose que la richesse redescende vers le bas. L'économie privée a sa place dans le projet économique de Québec solidaire", précisant que le parti aiderait les entreprises à effectuer la transition économique et environnementale qu'il propose d'amorcer. "On ne veut pas pénaliser les industries qui utilisent les hydrocarbures du jour au lendemain. On se voit dans un rôle d'accompagnateur", a-t-elle ajouté. »<sup>3</sup> Somme toute, Québec solidaire renonce au « dépassement du capitalisme » clamé dans la partie de son programme rédigée dans sa jeunesse. Il n'en reste pas moins qu'il aspire à un capitalisme mutant en capitalisme vert.

---

1 Améli Pineda, [Un premier rendez-vous entre QS et la communauté des affaires](#), Le Devoir, 19/09/18

2 Lia Lévesque – La presse canadienne, [Manon Massé devant la Chambre de commerce de Montréal](#), Huffpost québécois, 19/09/18

3 Radio-Canada, [Manon Massé, « pas gênée » devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#), 19/09/18

## Québec solidaire opte pour le capitalisme vert conséquent contre un Canada pétrolier

Québec solidaire a choisi la voie du capitalisme vert<sup>4</sup>. En très résumé, le capitalisme vert ralentit la dite transition pour rentabiliser le capital déjà investi dans le complexe auto-pétrole-unifamiliale graduellement transformé en celui auto-électricité-condo et pour se donner le temps de mettre au point et déployer une gargantuesque géo-ingénierie de récupération des GES atmosphériques qui auront alors largement dépassées les cibles de température des Accords de Paris et sans se soucier des points de bascule rendant ce dépassement irréversible. Ce capitalisme se financera à même des marchés et taxes carbone dont il contrôle le niveau par son chantage sur les États grâce à la libre circulation des capitaux. L'ampleur de ce fardeau fiscal pour financer en PPP la géo-ingénierie deviendra tel qu'il contraindra la société à la super-austérité librement acceptée, espère le capital, grâce à l'idéologie de la décroissance.

La presse capitaliste accueille favorablement la priorité Solidaire donnée à la question de l'environnement pour la campagne électorale, d'autant plus que les trois autres partis l'ont négligé jusqu'à ce qu'ils tentent un rattrapage désespéré, même si elle rechigne devant l'importance des sommes engagées. Normal car le capitalisme vert lui sourit. Les divergences ne sont qu'une question de degrés et non d'orientation. Le « sens commun » ou « bon sens » c'est le capitalisme vert car il ne remet pas en question les fondements capitalistes de la structure socio-économique tout en paraissant résoudre le problème des crises climatique et de la bio-diversité. Pourtant les marchés et taxes carbone réellement existants et les plans nationaux tout aussi réellement existants liés aux Accords de Paris ont amplement démontré leurs échec et insuffisance.

L'objectif 2030 du programme Solidaire pour réduire les GES qui permettait peut-être de respecter les cibles température des Accords de Paris a été charcuté pour franchir les deux tiers du chemin vers la cible des Libéraux. Puis à l'encontre du programme, le parti a « temporairement » adhéré au marché carbone des Libéraux. Pour parachever son œuvre, le parti a repris à son compte les subventions à l'auto solo électrique de la politique de mobilité durable (PMD) des Libéraux qu'elle n'a jamais critiquée. Pour combler la mesure, il a avalé le train aérien REM, l'autre pilier du PMD des Libéraux. Ce train aérien qui procurera de juteux contrats à « l'industrie de la corruption », ne baisse que marginalement les émanations de GES en tenant compte de sa construction, de son opération et surtout de sa contribution à l'étalement urbain car il réduira à peine la circulation automobile et cannibaliser le réseau public<sup>5</sup>. Dans la région de Montréal, Québec solidaire complète le REM par une orgie de dispendieux métros. Ainsi les grands boulevards et autoroutes sont abandonnés à la prédominance de l'auto solo, à essence ou électrique.

Québec solidaire donne dans le capitalisme vert conséquent mais incompatible avec le Canada pétrolier face à des Libéraux inconséquents qui comme ceux fédéraux jouent l'économie des hydrocarbures et de l'industrie de la corruption contre la priorité environnementale dont les nations autochtones et inuit sont le fer de lance.

Marc Bonhomme, 30 septembre 2018,

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

4 Marc Bonhomme, [L'enjeu politique de la crise climatique et de celle de la biodiversité – Transition vers le capitalisme vert ou rupture avec le « marché » ?](#), Europe solidaire sans frontières, 26/08/18.

5 Luc Gagnon et Jean-François Lefebvre, [Test climat – Réseau express métropolitain \(REM\) – Étude réalisée pour le Syndicat canadien de la fonction publique et Climat-Montréal](#), mai 2018